

Le rapport 2003 Global Economic Prospects constitue effectivement, comme l'a souligné Michèle Bailly, une énorme matière première. Il est extrêmement bien documenté et très informatif, fournissant une masse impressionnante de statistiques, de graphiques, mais aussi une information qualitative très riche sur les usages protectionnistes dans le monde entier. Dans sa partie descriptive, le rapport souligne à très juste titre la diversité des situations des pays en voie de développement, tant au niveau de l'évolution de leur commerce, de sa composition qu'au plan du recul de la pauvreté. Il distingue ainsi de manière particulièrement nette les progrès faits sur ce dernier point par l'Asie du Sud-est, alors que l'Afrique Sub-saharienne a connu une détérioration de ces indicateurs au cours de la décennie 1990. Si la partie descriptive est réussie, la partie prospective l'est moins. La Banque mondiale utilise une modélisation en équilibre général calculable pour évaluer les effets potentiels d'une libéralisation commerciale ambitieuse.

On présente les résultats avant même de les découvrir. L'ensemble des zones en développement connaîtrait un accroissement de son revenu réel d'ici à 2015 de quelques 350 Mds de USD 1997. Le résultat le plus surprenant suit : c'est l'Afrique sub-saharienne qui obtient le recul le plus important de la pauvreté à la suite de cette réforme commerciale. Outre quelques interrogations sur la teneur de cet exercice technique (la base de données utilisée sur le soutien à la production contient-elle les différentes réformes de politique agricole menées depuis 1997 ? Qu'obtient-on avec des variations d'hypothèses, notamment sur la réactivité de l'offre, la mobilité nationale et internationale des facteurs de production ?), l'interrogation centrale repose sur la non-utilisation des données tarifaires des régimes préférentiels. Les résultats avancés ne prennent alors absolument pas en compte le phénomène d'érosion des marges préférentielles qui devrait suivre une telle libéralisation. Comme en outre les pays d'Afrique subsaharienne sont généralement importateurs nets de nourriture et que cette libéralisation devrait accroître les prix agricoles mondiaux, on ne comprend vraiment pas la justification des résultats annoncés.